

(Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne)

Déclaration du Conseil du 13 juin 2000 relative à l'adoption de la liste commune des équipements militaires visés par le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements

(2000/C 191/01)

1. Le Conseil souligne combien il est important de renforcer le contrôle des exportations d'armements afin de contribuer à la lutte contre le trafic illicite d'armes, à un plus grand respect des droits de l'homme ainsi qu'à une sécurité et une stabilité accrues sur le plan international.
 2. À cet effet, et conformément au point 5 du dispositif du code de conduite en matière d'exportation d'armements, le Conseil a adopté la liste commune des équipements militaires ci-après, qui représente une avancée importante dans la mise en œuvre du code de conduite et dans le processus de convergence des pratiques des États membres dans le domaine des exportations d'armes conventionnelles.
 3. Tout comme le code de conduite, la liste commune des équipements militaires a la valeur d'un engagement politique dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Tous les États membres prennent ainsi l'engagement politique de faire en sorte que leur législation nationale leur permette de contrôler l'exportation de tous les biens figurant sur la liste. Il est donc envisagé que la liste commune des équipements militaires serve de référence pour les listes nationales des équipements militaires des États membres, plutôt que de les remplacer directement.
 4. Notant que la liste commune des équipements militaires a un caractère évolutif, les États membres continueront de la mettre à jour régulièrement.
 5. Le Conseil considère également que les exportations de certains biens non militaires devraient être contrôlées pour des raisons tenant aux droits de l'homme. Le Conseil se félicite des progrès réalisés au sein de ses instances compétentes dans l'élaboration d'une liste opérationnelle de tels biens, qui porte notamment sur les équipements destinés à des fins paramilitaires, l'ordre public et de sécurité intérieure. Le Conseil prend acte de l'intention de la Commission de présenter aussitôt que possible une proposition fondée sur cette liste. Le Conseil attend avec intérêt la mise au point de cette liste dans les meilleurs délais.
-